

Energie : comment nous nous sommes piégés nous-mêmes



Article rédigé par Ifrac, le 10 mars 2022

Avec la multiplication par quatre des prix du gaz et de l'électricité en septembre 2021, la crise énergétique a débuté en France et en Europe bien avant la guerre en Ukraine.

Bruno Le Maire déclarant même que le niveau de la crise énergétique est "*comparable en intensité, en brutalité, au choc pétrolier de 1973*". Mais il ne faut pas oublier que cette crise est la conséquence automatique des décisions prises depuis vingt ans par les gouvernements successifs : avec des productions méthodiquement réduites alors que les besoins sont inchangés ou augmentent, l'effet de ciseau était inévitable. Il est brutal et conduit à questionner [les responsables politiques](#) partisans soudain d'une « indépendance totale », qui soutenaient, il y a six mois, l'arrêt des réacteurs de Fessenheim et la publication de la [carte officielle des 14 réacteurs nucléaires à fermer d'ici 2035](#).

Si cette politique est poursuivie, voire accélérée par le « Green Deal » européen, les conséquences seront sévères pour les pays européens, et terribles pour les pays moins développés. Un retour à un pragmatisme ambitieux de long terme mais réaliste sur le court terme est urgent. Avec une part croissance de sa consommation importée de Russie (40% passée à 45%), le gaz est le sujet le plus critique pour l'Union européenne.

Malgré des émissions de CO parmi les plus faibles des pays développés, la France, comme ses voisins européens, a poursuivi avec constance son plan de réduction des moyens de production d'énergie.

- Fermeture des deux réacteurs de Fessenheim, prévue après la mise en production de Flamanville, puis appliquée avant cette mise en production ;
- Fermeture de 14 réacteurs nucléaires d'ici 2035 ;
- Arrêt de la production d'hydrocarbure en France en 2040 ;
- Interdiction de toute recherche de gaz et pétrole en France ;
- Fermeture de toutes les centrales à fuel et charbon ;
- Condamnation du financement dans la recherche et la production d'hydrocarbures dans le monde.

Des baisses de production justifiées par le pari aventureux d'une forte baisse de la consommation globale d'énergie, qui ne se réalise pas. Et même d'une baisse de la consommation d'électricité, une idée particulièrement saugrenue au moment où l'électricité doit pénétrer tous les usages des transports au chauffage des bâtiments et à l'industrie lourde (sidérurgie).

Les retards pris dans le développement des nouvelles énergies, éoliennes terrestres, éoliennes marines, hydroliennes, solaire, méthanisation, en raison de problèmes techniques, sociétaux et de coûts, n'ont pas freiné la politique française et européenne de baisse de production d'énergie classique. Pas plus que la faible efficacité des rénovations thermiques des bâtiments, très souhaitables pour le confort des habitants, mais qui

réduit beaucoup moins qu'espérée la consommation d'énergie^[1]. Et pas plus que le décollage plus lent que prévu du nombre de véhicules électriques malgré des subventions importantes.

Retrouver l'intégralité de l'article en cliquant ici :

<https://www.ifrap.org/agriculture-et-energie/energie-comment-nous-nous-sommes-pieges-nous-memes>